

L'illusion de la microfinance

Milford Bateman

Il y a trente ans, on s'accordait très largement à penser que la solution parfaite au chômage et à la pauvreté dans les pays en développement avait été trouvée dans la microfinance, l'octroi de microprêts utilisés par les pauvres pour établir une activité source de revenu. La microfinance est très étroitement associée à l'économiste bangladais formé aux États-Unis, lauréat du prix Nobel de la paix en 2006, Muhammad Yunus. Parce qu'elle prônait l'effort individuel et l'entrepreneuriat individuel et parce que, implicitement, elle discréditait toutes formes d'action collective, comme les syndicats, les mouvements sociaux, les coopératives, les dépenses publiques, un «État axé sur le développement» favorable aux pauvres et – surtout – les initiatives collectives visant à garantir une redistribution plus équitable de la richesse et du pouvoir, les responsables de l'élaboration des politiques néolibérales dans la communauté internationale spécialisée dans le développement se sont entichés de la microfinance. La Banque mondiale, la US Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international – USAID) et d'autres organismes ont commencé de faire une promotion agressive du concept et, pour réduire le besoin de subventions, ont aussi insisté pour que la microfinance soit transformée en activité à but lucratif. Rapidement, la microfinance est devenue, dans la communauté internationale spécialisée dans le développement, la politique de développement économique et social la plus en vue, celle qui recevait les financements les plus généreux, et officiellement la plus efficace.

La réalité finit par se dévoiler

Malheureusement, il est clair à présent que M. Yunus avait tort. Les trente dernières années ont effectivement montré que la microfinance faisait partie du problème qui empêchait une réduction durable de la pauvreté dans les pays en développement, et n'en était pas la solution¹. Non seulement il n'y a pas d'éléments de preuve convaincants qui montrent que la microfinance a eu une incidence positive sur le bien-être des pauvres² mais, depuis 1990, le secteur de la microfinance s'est de plus en plus caractérisé par des niveaux spectaculaires de cupidité, de mercantilisme, de tromperie et de

Le secteur de la microfinance s'est de plus en plus caractérisé par des niveaux spectaculaires de cupidité, [...] de tromperie et de chaos sur le marché dignes de Wall Street

chaos sur le marché dignes de Wall Street³. Il s'avère que la microfinance a été principalement propulsée sur le devant de la scène par rien d'autre qu'une publicité tapageuse, des campagnes de relations publiques, le soutien de célébrités et d'incessantes déclarations incantatoires de Yunus et de ses acolytes.

Les problèmes posés par la microfinance sont vastes et multidimensionnels. Tout d'abord, dès le départ, on a supposé que, quel que soit le nombre d'entreprises créées grâce à la microfinance, une demande locale suffisante se formerait automatiquement pour absorber cette offre locale supplémentaire d'articles et de services simples. Yunus l'a clairement dit. Toutefois, cette hypothèse est fondamentalement erronée: il existe bel et bien une contrainte du côté de la demande locale. Même dans les années 1970, les collectivités locales dans la plupart des pays en développement étaient constituées de nombreuses activités informelles, la plupart des articles et services simples étant suffisamment fournis par les habitants pauvres de chaque collectivité. Une augmentation de l'offre artificiellement provoquée était donc toujours susceptible de procurer très peu d'avantages en termes d'emplois et de revenus additionnels. Entasser de plus en plus de microentreprises informelles dans le même espace économique local entraîne habituellement des pertes d'emploi, les nouvelles microentreprises ne survivant qu'en puisant dans la demande locale qui jusque-là soutenait les microentreprises déjà en place. Confrontés à un grand nombre de nouvelles microentreprises, la plupart des malheureux (et également pauvres) individus qui luttaient déjà pour survivre dans le secteur des microentreprises sont confrontés à une baisse du chiffre d'affaires, et donc des marges, des salaires et des bénéfices. Il faudra peut-être licencier des employés. L'offre supplémentaire tend aussi à faire baisser les prix des marchandises et des services locaux en question, ce qui a des conséquences négatives pour toutes les microentreprises (les nouvelles et celles qui étaient en place). En bref, trop souvent, la microfinance se traduit par la promotion d'un simple processus improductif de «brassage d'emplois» local, sans que de réelles améliorations de l'emploi, du revenu ou de la productivité nets ne soient enregistrées. Une autre façon de considérer la question consiste à dire que c'est à la communauté existante de microentrepreneurs qu'on fait payer le prix – sous la forme d'une baisse des revenus – des nouveaux emplois nets créés dans la collectivité locale grâce à la microfinance⁴. Cela est loin d'être juste et équitable.

Le problème des pertes d'emplois se trouve aggravé par le problème connexe de la faillite des microentreprises. Plus encore que les petites ou moyennes entreprises, les microentreprises, par leur nature même, subissent les effets de la pauvreté, et c'est pourquoi le taux de faillite de ces entreprises est habituellement très élevé. Cela veut dire que, sur le long terme, la microfinance crée beaucoup moins d'emplois durables que ce qu'on croit

habituellement. Les faillites signifient aussi que les pauvres subissent souvent la perte dangereuse d'actifs importants. Les ménages commencent par épuiser l'épargne familiale, puis détournent la part de leur revenu provenant des envois de fonds pour essayer de rembourser leur microprêt. Si cela ne suffit pas, il faut alors vendre d'importants actifs (souvent à très bas prix) tels que matériel, machines, véhicules à moteur, logement et terres. Lorsqu'ils perdent ces actifs, les ménages pauvres plongent bien souvent dans une pauvreté plus terrible et dont il est souvent impossible de s'extirper. Le discours de ceux qui soutiennent le mouvement de la microfinance (notamment le programme «Doing Business» d'inspiration néolibérale de la Banque mondiale) met en relief le souci de développer au maximum la «liberté» et les «possibilités» de mener des activités entrepreneuriales, mais les conséquences négatives des faillites, qui constituent en réalité la principale expérience pour la majorité des entrepreneurs pauvres, sont délibérément passées sous silence.

La microfinance crée beaucoup moins d'emplois durables que ce qu'on croit habituellement

En outre, la majeure partie de la microfinance n'est pas utilisée pour alimenter le développement de microentreprises, mais sert en fait à soutenir de simples dépenses de consommation. En raison de la facilité d'obtention des prêts, mais qui sont assortis de taux d'intérêt habituellement très élevés – une banque mexicaine spécialisée dans la microfinance, Compartamos, fait payer à ses clients pauvres un taux d'intérêt annuel de 195 pour cent –, nous constatons de plus en plus souvent que les pauvres finissent trop facilement par dépenser une bonne partie de leurs revenus pour le remboursement des intérêts. Cet état d'esprit explique aussi en partie l'apparition spectaculaire d'une dynamique de type Ponzi dans un nombre croissant de pays en développement, caractérisée par le fait que les pauvres se retrouvent progressivement piégés dans une situation qui les oblige à solliciter plus de nouveaux microprêts simplement pour rembourser les microprêts existants. L'exemple le plus spectaculaire illustrant cette tendance destructrice est celui de l'État d'Andhra Pradesh en Inde, où l'évolution a finalement précipité l'effondrement de presque tout le secteur de la microfinance.

Mais la plus grande faiblesse du modèle de la microfinance est simple: le produit programmé de la microfinance – les microentreprises informelles – n'est manifestement pas le fondement adéquat sur lequel un pays peut s'appuyer pour tenter d'échapper à la pauvreté et au dénuement. Un pays a besoin d'un secteur de l'entrepreneuriat florissant fondé sur une masse critique d'entreprises capables de réaliser un minimum d'économies d'échelles, d'exploiter certaines technologies de pointe, de développer une certaine capacité d'innover, d'établir des liens productifs avec d'autres entreprises verticalement (sous-traitance) et horizontalement (regroupements), et susceptibles dans une certaine mesure d'exploiter des marchés non locaux. Lorsque ces conditions préalables sont réunies, il est possible d'avoir une croissance de la productivité à long terme et aussi une réduction durable de la pauvreté. Comme Chang le montre⁵, c'est l'expérience que font les économies

développées riches aujourd'hui, ainsi que les économies plus récentes à l'origine du «miracle» de l'Asie de l'Est. Or, du fait de leur exposition de plus en plus nette à la microfinance, les pays en développement aujourd'hui vont dans la direction opposée.

L'expérience de l'Afrique et de l'Amérique latine illustre l'énorme ampleur du problème. L'Afrique a déjà plus de microentrepreneurs par rapport à sa population que n'importe où ailleurs, et le développement rapide de l'offre de microfinance pousse ce chiffre à la hausse. Et, pourtant, l'Afrique demeure piégée dans sa pauvreté précisément parce qu'elle n'a développé qu'une maigre structure d'entreprises, incapable par nature de donner lieu à une croissance durable de la productivité. La Banque interaméricaine de développement (BID) souligne aussi l'existence de cette même dynamique négative pour expliquer pourquoi l'histoire récente de l'Amérique latine est marquée par des niveaux de pauvreté et de chômage très élevés⁶. Depuis bien trop longtemps, l'Amérique latine oriente une trop grosse part de ses rares ressources financières vers des microentreprises informelles à faible productivité et vers le travail indépendant, et une trop petite part vers des petites et moyennes entreprises formelles plus productives. La BID a balayé la croyance selon laquelle l'Amérique latine avait bénéficié de l'expansion programmée de la microfinance.

Les responsables politiques n'ont toujours pas compris

De mauvais choix politiques continuent d'être faits en ce qui concerne la microfinance. Comme on aura pu le voir en jetant ne serait-ce qu'un simple coup d'œil à CNN ou à Al Jazeera, les courageux jeunes individus à l'origine des soulèvements du printemps arabe en Afrique du Nord n'appellent pas seulement à renverser les dictateurs, mais aussi à créer de «vrais emplois» – c'est-à-dire des emplois dignes de ce nom, respectables, assortis d'une certaine sécurité et qui permettent d'utiliser leurs qualifications professionnelles élevées (souvent acquises à grands frais à l'étranger). Comme l'a dit l'un des manifestants, les jeunes d'Afrique du Nord exigent maintenant une vie active décente, et «non pas simplement de vendre des falafels dans la rue». Cependant, la Banque mondiale, l'USAID, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et d'autres organismes prévoient actuellement d'aider ces jeunes principalement avec des programmes de microfinance, dont le but est essentiellement de soutenir précisément le type d'emplois qui vient d'être aussi catégoriquement rejeté. En fait, il se pourrait bien que la microfinance enflamme la situation en Afrique du Nord.

Une réflexion erronée similaire imprègne la Commission européenne. Au moyen d'un nouveau fonds de microfinance de 100 millions d'euros, la CE espère promouvoir tout un tas de nouvelles microentreprises dans les régions les plus durement touchées par la récession, et créer ainsi de nouveaux emplois. Mais, comme quasiment tous les pays de l'UE connaissent une contraction spectaculaire de leur secteur des microentreprises existant en raison d'une baisse de la demande locale, la plupart des nouveaux

microentrepreneurs vont s'apercevoir qu'il est impossible de trouver de nouvelles sources de demande locale pour commencer leurs activités et croître. En Grèce, par exemple, la baisse spectaculaire de la demande locale a eu pour conséquence que plus de la moitié de ses microentreprises et petites entreprises existantes – cafés, petits détaillants, bars, établissements de restauration rapide, etc. – sont aujourd'hui dans l'incapacité de rémunérer leurs employés, et procèdent à des licenciements ou ferment. La même spirale négative se retrouve dans la plupart des pays de l'UE. C'est nourrir une cruelle illusion que de s'attendre à ce que les nouvelles microentreprises puissent s'ancrer dans les mêmes collectivités.

Pendant longtemps, la microfinance a été considérée comme une intervention efficace axée sur le marché, qui réduisait massivement la pauvreté et favorisait un développement durable «à partir de la base». Même ceux qui l'ont longtemps soutenue admettent aujourd'hui que cette allégation était fautive⁷. Même à ce stade tardif, il nous faut d'urgence prendre conscience des faiblesses de la microfinance et commencer de réorienter nos maigres ressources vers de bien meilleures utilisations, notamment les caisses de crédit mutuel, les coopératives financières, les banques de développement local etc. C'est seulement de cette façon que nous éviterons aux collectivités locales de subir encore plus de dommages provoqués par le secteur financier que ceux qui leur ont déjà été infligés, parce que nous avons cru pendant longtemps, mais totalement à tort, au pouvoir de la microfinance.

Notes

¹ M. Bateman: *Why doesn't microfinance work? The destructive rise of local neoliberalism* (Londres, Zed Books, 2010).

² M. Duvendack, R. Palmer-Jones, J.G. Copestake, L. Hooper, Y. Loke et N. Rao: *What is the evidence of the impact of microfinance on the well-being of poor people?* (Londres, EPPI-Centre, Social Science Research Unit, Institute of Education, University of London, 2011).

³ H. Sinclair: *Confessions of a microfinance heretic: How microlending lost its way and betrayed the poor* (San Francisco, Berrett-Koehler, 2012).

⁴ En 2009, l'OIT a avancé des arguments *contre* une stimulation supplémentaire du secteur des microentreprises informelles car, «Comme cela a été le cas lors des crises précédentes, cette situation pourrait engendrer une forte pression à la baisse sur les salaires dans l'économie informelle, lesquels avaient commencé à baisser avant la crise actuelle», voir BIT: *Lutter contre la crise financière et économique par le travail décent*, Réunion tripartite de haut niveau sur la crise financière et économique mondiale actuelle (Genève, 23 mars 2009, p. 16).

⁵ H.-J. Chang: *Kicking away the ladder – Development strategy in historical perspective* (Londres, Anthem Press, 2002).

⁶ BID: *The age of productivity: Transforming economies from the bottom up* (Washington, DC, BID, 2010).

⁷ M. Harper: «The commercialisation of microfinance: Resolution or extension of poverty?», dans M. Bateman (dir. de publication.): *Confronting microfinance: Undermining sustainable development* (Sterling, VA, Kumarian Press, 2011).

Milford Bateman est consultant indépendant en matière de développement économique local et, depuis 2006, professeur invité à l'Université de Juraj Dobrila Pula en Croatie.